

Comment l'individualisme risque de détruire la démocratie



Lettre de Londres mise en forme par Edouard Husson. Nous recevons régulièrement des textes rédigés par un certain Benjamin Disraeli, homonyme du grand homme politique britannique du XIXe siècle.

Avec Disraeli
Scanner

Londres,
Le 21 octobre 2019,

Mon cher ami,

Quelle frustration ! Sir Oliver Letwin capable de faire échouer le vote du projet d'accord avec l'Union Européenne ! Cet homme à l'origine de la poll tax et que l'on a pris un jour en train de jeter dans une corbeille publique des documents gouvernementaux confidentiels ! Voilà qu'il s'est ligué avec Philippe Hammond et quelques autres pour compliquer le vote. Et les députés du DUP, alors que Boris Johnson leur a obtenu la fin du backstop, qui menacent de voter dans les prochains jours avec le Labour (du moins le Labour officiel) ! Et John Bercow qui empêche que le vote décisif ait lieu hier ! Une poignée d'individus a pris en otage une nation. La démocratie est malade de l'individualisme !

La crise du Brexit serait résolue depuis longtemps si les baby-boomers avaient gardé le sens du collectif. Mais non, 1968 aura installé chez nous comme chez vous l'idée qu'il n'y a que des individus, qui s'assemblent et se séparent selon leur bon plaisir. Le parlement britannique est aujourd'hui la conjuration des egos. Le pire de tous est John Bercow, qui a substitué l'arbitraire à l'arbitrage. Je ne crois pas qu'il s'agisse d'un problème uniquement britannique. Nous assistons à une crise de la démocratie. La démocratie est un régime politique comme les autres au sens où aucun régime politique ne peut substituer s'il est rongé par l'individualisme. Lorsqu'Aristote distinguait entre les bons et les mauvais régimes, envisageant que la monarchie tourne en tyrannie, que l'aristocratie devienne oligarchie ou que la démocratie devienne démagogie, il désignait ce risque: l'arbitraire d'un ou plusieurs individus. Je vous propose, mon cher ami, de cesser de fonctionner selon l'opposition démocratie libérale/démocratie illibérale. Il y a la démocratie individualiste et la démocratie responsable ! Dans responsabilité, il y a réponse, répondant: j'imagine qu'une démocratie puisse être conservatrice ou social-démocratie, dans les deux cas, l'individu sait qu'il ne peut pas se comporter comme une monade irresponsable.

Je ne crois pas à d'autre avenir pour la démocratie que le conservatisme ou le nationalisme, dans le siècle où nous vivons. La social-démocratie s'est épuisée dans la montée des déficits publics et la prolifération des services de l'Etat. Lorsqu'il a fallu faire machine arrière, on s'est adonné au néo-libéralisme, qui est en fait un néo-individualisme. Aujourd'hui, on ne peut imaginer que deux manières

de rendre le sens du collectif: soit on se trouve dans un pays comme le Royaume-Uni, qui a toujours été un rassemblement de petites nations et la démocratie sera conservatrice. Soit on est dans un pays comme le vôtre où l'Etat s'est ingénié à détruire les particularismes à l'époque moderne et c'est la nation qui donnera la solution. Je préfère parler de nationisme que de nationalisme, là encore pour sortir des débats conceptuels écrits d'avance. Le nationalisme est rangé par les individualistes du côté obscur de l'humanité - alors même qu'il fut strictement l'application du principe d'individualisme à la réalité nationale. Hitler n'est guère qu'un disciple de Sade devenu dictateur, il suffit pour s'en rendre compte de lire les innombrables et lassants développements du diabolique marquis sur le droit du plus fort.

Lors du conflit des Gilets Jaunes en France, on a vu, sur vos ronds-points, se recréer des liens entre des individus condamnés à l'individualisme par quarante à cinquante ans de politiques qui ont déstructuré la société. En fait, 1968 a porté au paroxysme l'idée du contrat social: les individus choisiraient librement d'entrer dans tel ou tel regroupement politique. C'est sur cette fiction que toutes les nations modernes ont voulu se construire. Comme si un peuple, au sens politique, n'était pas le fruit d'une histoire beaucoup plus que celui du hasard ou d'affinités capricieuses. Vos révolutionnaires ont aboli les libertés locales, les corporations, ils ont proclamé la nation. Et ils s'attendaient, avec la naïveté des cyniques, à ce que tous les « citoyens du monde » veuillent rejoindre la nation française. Mais la France de 1790 n'était rien d'autre que l'héritière d'une histoire, aux frontières non complètement stabilisées. Lorsque votre pays a commencé à exporter sa république, les armes à la main, elle s'est heurtée à des résistances, des refus. Certes, le droit du plus fort fut d'abord irrésistible, surtout lorsqu'il fut porté par un général au talent stratégique sans pareil. Mais progressivement, les pays occupés prirent conscience du fait qu'ils ne voulaient pas être soumis au règne de l'individualisme français ! Les Européens se débarrassant du joug napoléonien eurent tendance à se diviser entre conservateurs, soucieux de rétablir ou défendre une forme « d'Ancien Régime » et nationalistes, ayant l'ambition de construire des nations sur le modèle français.

En 1989, on voit de la même manière comment il s'est installé un grand malentendu entre les Occidentaux et les peuples libérés du joug soviétique. Les baby-boomers arrivant au pouvoir dans les années 1990 ont voulu installer le règne de l'individualisme. Alors que les démocraties d'Europe centrale et orientale se sont vécues sur un mode « nationaliste ». Elles avaient redécouvert l'histoire en regagnant leur liberté; tandis qu'à l'Ouest on cherchait à abolir l'histoire, le sens du collectif, en laissant libre champ à l'individu. Au fond, on ne peut pas imaginer deux tempéraments politiques plus opposés que Viktor Orbán et votre Emmanuel Macron. Le premier préserve la démocratie, en la rendant au conservatisme; le second prend le risque de tuer la démocratie en poussant jusqu'au bout la logique de l'individualisme occidental. Viktor Orbán n'est pas illibéral ! Il est conservateur et démocrate. Emmanuel Macron n'est plus libéral, s'il l'a jamais été. Il est individualiste et capricieux, sinon tyrannique.

Ce qui distingue John Bercow d'Emmanuel Macron, c'est que le premier est pris dans un régime lentement construit, de génération en génération, depuis le Moyen-Age, et qui limite l'arbitraire et les caprices. John Bercow quittera son poste de speaker le 31 octobre 2019, au fond détesté par l'opinion publique. Emmanuel Macron, lui, est l'enfant gâté et tyrannique, d'un régime politique qui n'a que quelques décennies et qui porte en lui les contradictions de votre histoire des deux derniers siècles. Macron est à la fois très puissant et très illégitime. Il réussira à se maintenir à son poste plus longtemps que notre Bercow. Mais il se peut aussi qu'il en soit chassé par une révolte dont le conflit des Gilets Jaunes n'aura été que la répétition.

Bien fidèlement à vous

Benjamin Disraëli